



MAYOTTE : CATASTROPHE NATURELLE ET CATASTROPHE SOCIALE

Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.

Des dégâts considérables...

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 14 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

Sur fond de misère ambiante...

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. L'hôpital et les centres de santé, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne. Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en 2023 en Libye : la situation de misère et de sous-développement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

... et de responsabilité de l'État français

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com' en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 16 décembre 2024

**MEETING AVEC NOS CANDIDAT.E.S AUX
LEGISLATIVES PARTIELLES ET NOS PORTE-PAROLE**
Vendredi 10 Janvier, 19h - MDH Capuche
(Grenoble tram Foch Ferrié)

Pour suivre :     NPA.revo.TravailSocial
Baptiste Anglade



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-revolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com



Brèves



CE BULLETIN EST LE TIEN, N'HESITES PAS À LE DIFFUSER ET À NOUS CONTACTER POUR PROPOSER DES IDÉES

Ocellia : retraite anticipée pour demi-PDG

Des rumeurs circulent sur le départ de la Directrice Générale après presque deux décennies de bons et loyaux services à Ocellia. Peut-être qu'après avoir réprimé les étudiant.e.s mobilisé.e.s en 2023, Mme Junet aurait finalement pu se laisser convaincre par les arguments en faveur du droit à la retraite. Heureusement pour le patronat, il semble que ce ne soit pas le cas de Michel Issindou. Président du Conseil d'Administration d'Ocellia, ex-député PS et rapporteur en 2013 de la loi Touraine qui portait à 43 le nombre d'annuités nécessaires à l'obtention d'une retraite à taux plein, M. Issindou semble maintenu. Il pourra ainsi montrer qu'il est possible de continuer à travailler comme P-DG à mi-temps, même après 70 ans. Espérons toutefois que malgré la crise de recrutement, il sera possible de ne pas le laisser trop longtemps en situation de sous-effectif. En tout cas si besoin d'aider la nouvelle direction à trouver du sens dans son nouveau poste, les étudiant.e.s se tiennent disponibles pour lui enseigner que le social n'est pas une marchandise.

11-12 janvier : rencontres travail social en lutte

Les rencontres nationales du travail social en lutte auront lieu les 11 et 12 janvier à Paris. Elles permettront de discuter de l'état du secteur social et médico-social, des différentes attaques mais aussi des résistances qui existent. Enfin elles devraient permettre, en regroupant des collectifs, des syndiqué.e.s et des non syndiqué.e.s de prévoir un plan de bataille pour les prochaines semaines et prochains mois. Alors n'hésite pas, inscris toi pour participer à cet événement. Une délégation grenobloise est justement en préparation

Déresponsabilisation et complicité judiciaire : les accusés de Mazan et C. Ruggia passent à la barre

Ces dernières semaines sont marquées par deux procès en lien avec les violences faites aux femmes et aux enfants : les 51 de Mazan et Christophe Ruggia. Florilège de culture du viol ! À Mazan, on a tout entendu : « viol à contrecœur », « viol par reproduction », « viol par emprise », « viol par manipulation », « viol par curiosité », tout est bon pour se déresponsabiliser et même se placer en victime de D. Pélicot... au même titre que Gisèle Pélicot, qui a subi des centaines d'agressions et de viols. De son côté, Ruggia dit, lui, avoir voulu « protéger » Adèle Haenel, alors qu'il est accusé d'agression sexuelle sur une enfant (elle avait 12 ans au début des faits !).

Après avoir tout subi, les victimes doivent encore tout entendre et endurer la violence des procédures judiciaires. Si les rapports de domination et de pouvoir au cœur des VSS peuvent être dénoncés par la justice, dont les décisions seront connues aujourd'hui pour Mazan et le 3 février pour Ruggia, seules les mobilisations féministes peuvent réellement les combattre.

Contre le racisme d'État, pour l'égalité des droits : solidarité avec les travailleurs sans-papiers mobilisés !

Samedi et mercredi, des manifestations étaient organisées dans de nombreuses villes à l'initiative de collectifs de sans-papiers regroupés autour de la Marche des Solidarités. Elles exigeaient l'égalité des droits : régularisation de tou.te.s les sans-papiers ; fermeture des Centres de Rétention Administratifs et liberté de circulation ; logement, santé, école pour tou.te.s ; abrogation des lois racistes... En manifestant autour du 18 décembre, date à laquelle l'ONU célèbre chaque année l'adoption d'une convention internationale sensée protéger les travailleurs migrants et leurs proches, les collectifs dénonçaient aussi l'hypocrisie des États impérialistes comme la France. Depuis 2014, l'ONU elle-même dénombre 70 000 disparitions de migrant.e.s, dont presque la moitié, 31 138, sont survenues aux portes de l'Europe, dans la mer Méditerranée. Ceux et celles qui se mobilisent pour leur droits ont raison de ne compter que sur leurs propres forces, et d'en appeler à la solidarité des jeunes et des salarié.e.s. C'est notamment le cas du collectif de mineurs isolé.e.s qui occupent depuis une semaine le centre culturel La Gaîté Lyrique à Paris pour exiger le respect de leur droit au logement. Pour suivre leur mobilisation et les soutenir : insta @belleville.mobilisation.

Législatives partielles : Contre les politiques antisociales et racistes, ne comptons que sur nos luttes

Dans la première circonscription de l'Isère, le 12 Janvier prochain, votez pour les candidats du NPA-Révolutionnaires : Baptiste Anglade et Raphaëlle Mizony ! Nous n'avons rien à attendre des tergiversations à l'Assemblée nationale, nous ne devons compter sur nos mobilisations et nos solidarités pour faire face aux licenciements, à l'inflation et aux attaques sur les travailleurs et la jeunesse ! Votez pour nos candidat.e.s c'est aussi voter pour un travailleur social et une étudiante qui participent à toutes les grèves et à toutes les mobilisations !

ELECTIONS LÉGISLATIVES DANS LA 1ÈRE CIRCONSCRIPTION DE L'ISÈRE - 12 JANVIER 2025

CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES

NE COMPTONS QUE SUR NOS LUTTES

VOTEZ POUR LE NPA RÉVOLUTIONNAIRES !

CANDIDAT
BAPTISTE ANGLADE
Travailleur social dans l'agglomération grenobloise

SUPPLÉANTE
RAPHAËLLE MIZONY
Porte-parole national du NPA jeunes Révolutionnaires

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
GRENOBLE




REUNION PUBLIQUE NPA JEUNES REVOLUTIONNAIRES GRENOBLE
L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI
LE RÔLE DE LA BOURGEOISIE FRANCAISE
DANS LA MARCHÉ A LA GUERRE
JEUDI 19 DECEMBRE - 18H - ARSH (CAMPUS ARRET BU)

12^{èmes}
Rencontres Nationales
du travail social en lutte
Paris, le 11 et 12 janvier 2025
Inscris toi par mail : rencontresTSenlutte@gmx.fr
ou écris nous au 07 60 55 77 43



ABONNE-TOI
A LA NEWSLETTER